COMMUNE DE MUNDOLSHEIM

Procès-verbal

des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 18 mars 2024 à 20h00

L'an deux mil vingt-quatre, le dix-huit du mois de mars à vingt heures zéro minute, le Conseil Municipal de la commune de Mundolsheim était assemblé en séance ordinaire à la mairie de Mundolsheim, après convocation légale envoyée le douze mars deux mil vingt-quatre, sous la présidence de Madame Béatrice BULOUE, Maire de Mundolsheim.

Etaient présents Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux :

Annick MARTZ-KOERNER – Cathie PETRI – Gérard CONRAD – Doria BOUDJI – Serge KURT – Laurent GUILLO – Armand RUPP – Laurent BAYART – Eric THOMY – Eric LEHMANN – Elisabeth DEISS – Jean-Claude WORRINGEN – Valérie GUERAULT - Sylvie RISSE – Sébastien BOUREL – Julie LINGELSER – Sophie DIEMER – Ornella PFEIFFER – Henri BECKER – Lydie MOUGEL – Hervé DIEBOLD – Désirée HUBER – Philippe ROSER

Étaient absents excusés représentés :

Monsieur Nicolas SCHMITT donne procuration de vote à Monsieur Serge KURT
Madame Nathalie MAUVIEUX donne procuration de vote à Madame Cathie PETRI
Monsieur Grégory RICHERT donne procuration de vote à Monsieur Henri BECKER

Assistait en outre : Madame Anne-Lise BOUVOT, Directrice Générale des Services

Conseillers
élus : 27

Conseillers
en fonction : 27

Conseillers
présents : 24

Conseillers
absents : 3
dont 3 avec procuration

Le quorum étant atteint, Madame Béatrice BULOUE, Maire, ouvre la séance.

ORDRE DU JOUR

- 1) Désignation du secrétaire de séance.
- 2) Approbation du procès-verbal de la séance du 12 février 2024.
- 3) Finances : adoption du règlement budgétaire et financier.
- 4) Finances : approbation du compte de gestion 2023.
- 5) Finances : approbation du compte administratif 2023 et affectation du résultat.
- 6) Finances : adoption du budget primitif 2024.
- 7) Finances : fixation des taux d'imposition pour l'année 2024.
- 8) Finances : mise à jour de l'autorisation de programme et des crédits de paiement (APCP) pour le pôle intergénérationnel et le parc public.
- 9) Plan de financement prévisionnel pour la réfection de la toiture du hall de tennis.
- 10) Plan de financement prévisionnel pour la réfection de l'étanchéité du centre culturel.
- 11) Plan de financement prévisionnel pour la réfection de la toiture du gîte communal.
- 12) Service jeunesse : fixation du tarif du séjour d'été 2024.
- 13) Service enfance : fixation du prix de la nuitée maternelle 2024.
- 14) Service enfance : fixation du prix du mini-camp 2024.
- 15) Ressources Humaines : modification du tableau des effectifs.
- 16) Ressources Humaines : mise en œuvre de la démarche Optimix.
- 17) Points d'information : délégations au Maire.

1. Désignation du secrétaire de séance

Conformément à l'article L.2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal désigne son secrétaire lors de chacune de ses séances.

Pour assurer ces fonctions lors de la séance d'aujourd'hui, Madame le Maire propose la candidature de Madame Cathie PETRI

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

DESIGNE Madame Cathie PETRI comme secrétaire de séance.

ADOpte A L'UNANIMITE

2. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 février 2024

Le Conseil Municipal,

après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du 12 février 2024,

DECIDE de l'approuver sans réserve.

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX
2 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote)
3 Abstentions : Hervé DIEBOLD – Désirée HUBER – Philippe ROSER

3. Adoption du règlement budgétaire et financier

La commune de Mundolsheim a délibéré en date du 18 septembre 2023 pour l'adoption de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2024. Dans ce cadre, un règlement budgétaire et financier valable pour la durée du mandat doit être adopté. Celui-ci reprend les règles de gestion applicables à la commune pour la préparation et l'exécution du budget, la gestion pluriannuelle et financière des crédits, la gestion patrimoniale, la gestion de la dette et de la trésorerie, les régies, les subventions et l'information du public.

Vu l'article L 5217-10-8 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération du 18 septembre 2023 du Conseil municipal approuvant le passage à la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024,

Vu le projet de règlement budgétaire et financier annexé,

Considérant qu'un règlement budgétaire et financier doit impérativement avoir été adopté avant toute délibération budgétaire relevant de l'instruction budgétaire et comptable M57,

Considérant que ce règlement peut être révisé par voie d'avenant,

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

DECIDE d'approuver le règlement budgétaire et financier tel qu'annexé à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

4. Compte de gestion 2023

Le Compte de Gestion 2023 qui représente la comptabilité tenue par le Trésorier Public de la Commune a été transmis en vue de l'approbation par le Conseil Municipal.

Ce compte présente les mêmes mouvements que ceux constatés au compte administratif 2023 tant en dépenses qu'en recettes, ainsi que les comptes de tiers, l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Il n'appelle ni observation, ni réserve de la part de l'ordonnateur.

Je vous propose donc de l'adopter sans observation.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

APPROUVE le compte de gestion de l'exercice 2023 établi par le Comptable public et dont les soldes se présentent comme suit :

Investissement:	-	3.145.338,54 €
Fonctionnement :	+	4.183.549,42 €
TOTAL	=	1.038.210,88 €

ADOpte A L'UNANIMITE

5. Compte administratif 2023 et affectation du résultat

Après présentation des éléments clé du compte administratif par Monsieur Serge KURT, M. Henri BECKER demande ce que représentent les dépenses pour l'enfance, la petite enfance et la jeunesse. M. KURT indique qu'elles sont assumées à hauteur d'un tiers environ par la commune. Les deux autres tiers étant partagés équitablement entre les familles et la CAF.

Conformément aux articles L2121-31 et L 2121-14 du CGCT, sous la présidence de Madame Annick MARTZ-KOERNER, le Conseil Municipal, après examen et analyse financière du Compte Administratif, sur avis de la Commission des Finances réunie le 20 février 2024, Mme le Maire ayant quitté la salle au moment du vote,

- DECIDE d'approuver le Compte Administratif de l'exercice 2023 comme suit :

	Résultat à la clôture de 2022 (1)	Part affectée à l'investissement (2)	Réalisations de l'exercice (3)	Résultat de clôture 2023 (1)-(2)+(3)	Restes à réaliser 2024 (4)	Résultat Cumulé (1)-(2)+(3)+(4)
Investissement	-773.700,62		-2.371.637,92	-3.145.338,54	290.029,75 (*)	- 2.855.308,79

Fonctionnement	4.492.222,71	1.078.167,38	769.494,09	4.183.549,42		
TOTAL	3.718.522,09	1.078.167,38	-1.602.143,83	1.038.210,88		

(*) Restes à réaliser 2024 : R = 467.264,00 € - D = 177.234,25 €

- Le solde des restes à réaliser (*investissement*) à reporter en 2024 s'élevant à : + **290.029,75 €**
 - Le Résultat de clôture (*investissement*) au 31/12/23 s'élevant à : - **3.145.338,54 €**
 - Le besoin de financement (*investissement*) s'élèvera au 01/01/24 à : **2.855.308,79 €**
- DECIDE d'affecter un montant de **2.855.308,79 €** en couverture des besoins de financement en section d'investissement pour l'exercice 2024 (*article 1068*).

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX
Béatrice BULOu ayant quitté la salle au moment du vote
3 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

6. Budget primitif 2024

Après présentation par M. Serge KURT, Adjoint aux Finances, des éléments clé du budget primitif 2024, M. Henri BECKER note le montant des ventes foncières prévisionnelles et émet le souhait qu'elles se fassent à des montants supérieurs.

Vu les réunions de commission des finances des 19 janvier et 20 février 2024,
Vu le rapport d'orientations budgétaires présenté en conseil municipal le 12 février 2024,

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré :

DECIDE :

- d'arrêter le budget primitif 2024 aux montants ci-dessous :
 - 8 232 376,63 € en dépenses et recettes de fonctionnement
 - 6 689 918,42 € en dépenses et recettes d'investissement
- d'autoriser Mme le Maire :
 - à gérer l'encours de la dette communale,
 - à passer, à cet effet, les actes nécessaires,
 - à réaliser des virements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles (hors dépenses de personnel) de chaque section.

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX
3 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL
3 Abstentions : Hervé DIEBOLD – Désirée HUBER – Philippe ROSER

7. Fixation des taux d'imposition pour l'année 2024

Par délibération du 27 février 2023, le Conseil Municipal avait fixé les taux des impôts à :

- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 30,00 %,
- Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 59,19 %,

Depuis 2020, le taux de Taxe d'Habitation était figé à sa valeur de 2019 jusqu'en 2022 inclus suite à la réforme de la fiscalité directe locale.

Depuis 2023, le taux de Taxe d'Habitation (sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale) peut à nouveau être voté et modulé par les collectivités locales en référence à l'article 1636 B sexies du CGI.

Il est proposé, suite à ces informations, de maintenir les taux d'imposition en 2024 par rapport à 2023.

M. Henri BECKER émet le souhait comme en 2023 que le taux de taxe foncière soit abaissé en proportion de l'augmentation des bases fiscales.

M. Serge KURT et Mme Bulou indiquent comme en 2023 que les ambitions de la commune sont de répondre aux besoins de la population et de conserver des finances saines, ce que ne permettrait pas une baisse des taux de taxe foncière.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

DECIDE de maintenir les taux d'imposition en 2024 identiques à ceux fixés en 2023, soit :

- Taxe d'habitation : 16,54 %
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 30,00 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 59,19 %

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX

3 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

2 Abstentions : Hervé DIEBOLD – Philippe ROSER

8. Mise à jour de l'autorisation de programme et des crédits de paiement (APCP) pour le pôle intergénérationnel et le parc public

Les travaux de construction d'un pôle intergénérationnel regroupant les services petite enfance, et enfance de la commune, 18 logements locatifs aidés adaptés aux seniors, ainsi que des locaux mutualisés favorisant les interactions intergénérationnelles, et du parc public ont débuté respectivement fin 2021 et fin 2022. Ils ont été réceptionnés mi-2023. Les paiements devraient s'achever en 2024.

Le Conseil municipal avait créé par délibération du 27 février 2021, une autorisation de programme pour cette opération, donnant lieu à des crédits de paiement répartis sur plusieurs exercices. Cette procédure permet d'améliorer la visibilité de ce projet à moyen terme en définissant une programmation des dépenses, et de mieux visualiser le coût d'une opération étalée sur plusieurs exercices budgétaires.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement d'investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation ou à leur liquidation ; elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements financiers contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Il convient, au vu de l'avancement des projets de procéder à une mise à jour des crédits d'autorisation de programme, et de crédits de paiement de l'opération.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2311-3 I,

VU l'instruction codificatrice M14,

VU les délibérations du conseil municipal en date du 27 février 2021, du 28 février 2022, et du 27 février 2023,

VU la réunion de la commission des finances du 20 février 2024,

CONSIDERANT que le vote en AP/CP est nécessaire au montage de ce dossier,

DECIDE de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :

	2021	2022	2023	2024	TOTAL AP/CP	
AP/CP	727 857,22	3 521 438,44 €	3 992 111,25 €	1 259 800,00	9 501 206,91	9 226 664 €
2031 - Frais d'études	222909,44	114084,95	1200	16 000,00	354 194,39	
2051 - Concessions et droits similaires			2647,26		2 647,26	
2128 - Aménagements de terrains	4502,16	4620	0		9 122,16	
21318 - Autres bâtiments publics	500445,62	2805604,05	2840808,43	951 700,00	7 098 558,10	
2151 - Réseaux de voirie			259595,4		259 595,40	
21534 - Réseaux d'électrification			599,3		599,30	
2158 - Autres installations, matériel et outillage technique			24093,75		24 093,75	
2161 - Œuvres d'art			21600		21 600,00	
2183 - Matériel informatique			16205,97		16 205,97	
21838 - Autre matériel informatique				6 300,00	6 300,00	
2184 - Mobilier			212600,72	14 850,00	227 450,72	
2188 - Autres immobilisations corporelles - Installations, agencements et aménagements divers			34003,76	1 250,00	35 253,76	
2312 - Agencements et aménagements de terrains		597129,44	578756,66	269 700,00	1 445 586,10	
Pour rappel AP/CP votée en 2023	727 857,22	3 521 438,44 €	4 346 891 €	344 479,00	8 940 665,66	
Pour rappel AP/CP votée en 2022	727857,22	5655116,00	2150537,80	287181,80	8 820 692,82	
pour rappel AP/CP votée au en 2021	2 762 325	3 663 180	1 389 001	343 128,72	8 157 634,12	

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX
3 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

9. Approbation de l'enveloppe prévisionnelle et du plan de financement pour des travaux de réfection de la toiture du hall de tennis

Suite au vote du budget primitif 2024, la Commune de Mundolsheim procèdera en 2024 à des travaux de réfection de la toiture du hall de tennis.

Dans le cadre des recherches de financement, il y a lieu de délibérer sur l'opération, son enveloppe prévisionnelle, ainsi que sur son plan de financement prévisionnel.

Le Conseil municipal,

après en avoir délibéré :

APPROUVE l'opération de réfection de la toiture du hall de tennis,

VALIDE le plan de financement prévisionnel suivant :

DEPENSES (HT)		RECETTES (HT)	
Réfection de la toiture du hall de tennis	215 000,00 €	DSIL – 40 % de la toiture	100 800,00 €
Remplacement des luminaires du hall de tennis en LED	37 000,00 €	Fonds vert – 40% de l'éclairage	14 800,00 €
		Autofinancement	136 400,00 €
TOTAL	252 000,00 €		252 000,00 €

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX
3 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

10. Approbation de l'enveloppe prévisionnelle et du plan de financement pour des travaux de réfection de l'étanchéité du centre culturel

Suite au vote du budget primitif 2024, la Commune de Mundolsheim procèdera en 2024 à des travaux de réfection de l'étanchéité du centre culturel.

Dans le cadre des recherches de financement, il y a lieu de délibérer sur l'opération, son enveloppe prévisionnelle, ainsi que sur son plan de financement prévisionnel.

M. Eric THOMY demande si un vote contre cette délibération ayant pour objet une demande de subvention impacterait le financement du projet. Mme BULOUE répond par l'affirmative.

Le Conseil municipal,

après en avoir délibéré :

APPROUVE l'opération de réfection de l'étanchéité du centre culturel,

VALIDE le plan de financement prévisionnel suivant :

DEPENSES (HT)		RECETTES (HT)	
Travaux de réfection de l'étanchéité du centre culturel	212 394,50 €	DSIL – 50 %	106 197,25 €
		Autofinancement	106 197,25 €
TOTAL	212 394,50 €		212 394,50 €

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX
3 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

11. Approbation de l'enveloppe prévisionnelle et du plan de financement pour des travaux de réfection de la toiture du gîte communal

Suite au vote du budget primitif 2024, la Commune de Mundolsheim procèdera en 2024 à des travaux de réfection de la toiture du gîte communal.

Dans le cadre des recherches de financement, il y a lieu de délibérer sur l'opération, son enveloppe prévisionnelle, ainsi que sur son plan de financement prévisionnel.

Le Conseil municipal,

après en avoir délibéré :

APPROUVE l'opération de réfection de la toiture du gîte communal,

VALIDE le plan de financement prévisionnel suivant :

DEPENSES (HT)		RECETTES (HT)	
Travaux de réfection de la toiture du gîte communal	42 638,64 €	DSIL – 40 %	17 055,46 €
		CEA	10 000,00 €
		Autofinancement	15 583,18 €
TOTAL	42 638,64 €		42 638,64 €

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX
3 Contre : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

12. Service jeunesse : fixation du tarif du séjour d'été 2024

Le service jeunesse organise un séjour d'été pour les jeunes de 10 à 17 ans, qui fréquentent la structure. Ce séjour aura lieu du lundi 15 au vendredi 19 juillet 2024 à Mittersheim en Lorraine au centre nature et sport du lac vert.

Le prix du séjour comprend le transport, l'hébergement et les animations sur la semaine. Il est de 4 350 € pour la semaine.

Etant donné l'expérience de l'été 2023 et les tensions sur le marché du travail dans le domaine de l'animation, il existe à ce stade une incertitude sur le nombre d'enfants qui pourra participer à ce séjour, compte tenu des taux d'encadrement réglementés différents si la personne recrutée est titulaire du BAFA ou pas. La taille du groupe pourrait ainsi être limitée à 12 ou à 15 jeunes. Le tarif du séjour sera ainsi fixé à 290,00 € par enfant si le groupe comprend 15 jeunes, ou à 350,00 € si le groupe comprend 12 jeunes. De ce prix seront déductibles les sommes récoltées par les jeunes lors des actions d'autofinancement qui seront organisées d'ici là et auxquelles les jeunes participeront.

Un acompte non-remboursable de 100 € sera à verser au moment de l'inscription (cette somme sera facturée pour la période de juin 2024).

Je vous propose de fixer le prix brut du séjour à 290,00 € par enfant, pour la semaine, si le groupe comprend 15 jeunes, et à 350,00 € si le groupe comprend 12 jeunes.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer le prix brut du séjour organisé par le service jeunesse, du lundi 15 au vendredi 19 juillet 2024 en Lorraine à Mittersheim comme suit :

- 290,00 € pour la semaine si le groupe comprend 15 jeunes,
- 350,00 € pour la semaine si le groupe comprend 12 jeunes.

Seront à déduire, pour la facturation aux familles, les recettes provenant des actions d'autofinancement, proportionnellement aux nombres de participation de l'enfant à ces actions.

Un acompte non-remboursable de 100 € sera à verser au moment de l'inscription (cette somme sera facturée pour la période de juin 2024).

ADOPTE A L'UNANIMITE

3 Abstentions : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

13. Service enfance : fixation du prix de la nuitée maternelle 2024

Le service enfance organise cet été un projet de « Nuitée des zouzous » pour les enfants de 3 à 6 ans du 1^{er} au 2 aout 2024. Ce projet a pour objectif de faire découvrir, à travers une nuit sous tente au sein de la commune, les spécificités de la vie en collectivité en dehors du cadre familial et sous une nouvelle forme (travail de l'autonomie, développement des apprentissages et de la responsabilité des enfants, découverte et initiation d'une nuit en collectivité).

Le prix de la nuitée comprend les frais de personnel supplémentaires, les repas, ainsi que les activités prévues sur place. Il sera facturé en supplément des inscriptions à la journée ou à la semaine. Il est de 43 € par enfant et dégressif en fonction du quotient familial.

Tranche de tarification Quotient familial mensuel	<u>Tr. 1</u> <u>< 350</u> <u>€</u>	<u>Tr.2</u> <u>350€ à</u> <u>600€</u>	<u>Tr.3</u> <u>600€ à</u> <u>750€</u>	<u>Tr.4</u> <u>750€ à</u> <u>1000€</u>	<u>Tr.5</u> <u>1000€</u> <u>à</u> <u>1250€</u>	<u>Tr.6</u> <u>1250€</u> <u>à</u> <u>1500€</u>	<u>Tr.7</u> <u>1500€</u> <u>à</u> <u>1750€</u>	<u>Tr.8</u> <u>1750€</u> <u>à</u> <u>2000€</u>	<u>Tr. 9</u> <u>≥</u> <u>2000€</u>	<u>Tarif</u> <u>Extérieur</u>
Tarif nuitée 2024	29 €	30 €	32 €	34 €	35 €	37 €	39 €	41 €	43 €	45 €

Je vous propose de fixer la nuitée maternelle selon les tarifs du tableau ci-dessus, par enfant.

M. Philippe ROSER demande quelle est la jauge de cette nuitée. Il lui est répondu dans le compte rendu que la jauge est fixée à 12 enfants.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer le prix de la nuitée maternelle organisée par le service enfance du 1^{er} au 2 aout 2024.

ADOpte A LA MAJORITE DES VOIX

1 Contre : Philippe ROSER

3 Abstentions : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

14. Service enfance : fixation du prix du mini-camp 2024

Le service enfance organise un mini-camp cet été pour les enfants âgés de 6 à 12 ans, qui fréquentent la structure. Ce mini-camp se déroulera du 23 au 26 juillet 2024 au « Camping du Lac Vert » situé à MITTERSHEIM.

Le prix du mini-camp comprend la prestation ALSH, l'hébergement, les transports, les repas et les activités pour les 4 jours. Il est de 328 € par enfant et dégressif en fonction du quotient familial. Une augmentation de 5% est appliquée pour les familles qui résident hors de la commune de Mundolsheim.

Tranche de tarification Quotient familial mensuel	<u>Tr. 1</u> <u>< 350 €</u>	<u>Tr.2</u> <u>350€ à</u> <u>600€</u>	<u>Tr.3</u> <u>600€ à</u> <u>750€</u>	<u>Tr.4</u> <u>750€ à</u> <u>1000€</u>	<u>Tr.5</u> <u>1000€</u> <u>à</u> <u>1250€</u>	<u>Tr.6</u> <u>1250€</u> <u>à</u> <u>1500€</u>	<u>Tr.7</u> <u>1500€</u> <u>à</u> <u>1750€</u>	<u>Tr.8</u> <u>1750€</u> <u>à</u> <u>2000€</u>	<u>Tr. 9</u> <u>≥</u> <u>2000€</u>	<u>Tarif</u> <u>Extérieur</u>
Tarif mini-camp 2024	197 €	213 €	230 €	242 €	258 €	273 €	287 €	306 €	328 €	344 €

Un acompte non-remboursable de 50 € sera à verser au moment de l'inscription (cette somme sera facturée pour la période de juin 2024).

Je vous propose de fixer le prix du mini-camp selon les tarifs du tableau ci-dessus, par enfant, pour les 4 jours.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer le prix du mini-camp organisé par le service enfance, du 23 au 26 juillet 2024 au « Camping du Lac Vert » situé à MITTERSHEIM, selon le tableau ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE

3 Abstentions : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

15. Ressources Humaines - modification du tableau des effectifs

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

Ces emplois peuvent être occupés par des agents contractuels conformément aux conditions fixées aux articles L. 332-14 ou L. 332-8 du code général de la fonction publique.

Conformément à l'article L. 713-1 du code général de la fonction publique, la rémunération des agents contractuels sera fixée par l'autorité territoriale en tenant compte des éléments suivants :

- les fonctions exercées,
- la qualification requise pour leur exercice
- l'expérience de l'agent

L'autorité territoriale peut tenir compte des résultats professionnels et des résultats collectifs du service pour déterminer la rémunération de l'agent.

Il y a lieu de mettre à jour le tableau des effectifs pour le motif suivant :

- Le recrutement à un poste Assistant de gestion des RH et de gestion comptable à compter du 1^{er} mai 2024

Madame le Maire propose la création de poste présentée en annexe.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

DECIDE les modifications et créations de postes présentées en annexe

PRECISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

ADOpte A L'UNANIMITE

3 Abstentions : Henri BECKER – Grégory RICHERT (procuration de vote) – Lydie MOUGEL

16. Ressources Humaines – Mise en œuvre de la démarche Optimix

La commune de Mundolsheim souhaite mettre en place un plan de mobilité pour ses agents afin de valoriser l'usage des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle et ainsi diminuer la part modale de la voiture dans les déplacements domicile-travail et les déplacements professionnels au profit des transports en commun, du vélo, du covoiturage, de l'autopartage ou de la marche à pied.

Dans cette perspective, la commune souhaite s'appuyer sur l'expertise et l'accompagnement des services de l'Eurométropole de Strasbourg qui œuvrent en faveur d'une mobilité durable et efficace.

Pour ce faire, l'Eurométropole de Strasbourg propose la mise en œuvre gratuite de la démarche Optimix qui permet de faciliter la mise en place de plans de mobilité employeurs via la mise à disposition d'une application numérique.

Les engagements de la commune sont les suivants :

- Nommer un référent mobilité.
- Transmettre les données RH nécessaires à l'application numérique.
- Organiser au moins un évènement annuel pour promouvoir les modes de déplacement alternatifs.
- Participer aux groupes de travail mobilité du Plan de Mobilité Inter-Entreprises, le cas échéant.
- Mettre en œuvre et communiquer aux agents sa politique de transport, les nouveaux services, l'évolution de l'offre, les modifications tarifaires...
- Se conformer aux conditions de la convention de Mise en œuvre de la démarche Optimix conclue avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

AUTORISE Mme le Maire à signer la convention de mise en œuvre de la démarche Optimix

ADOpte A L'UNANIMITE
1 Abstention : Lydie MOUGEL

17. Points d'information : délégations au maire

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2122-23), le Conseil Municipal est informé des opérations et décisions réalisées par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 (délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal par délibération n°4 du 09/07/2020).

Date de la décision	Objet de la décision	N° de la compétence (cf délib)
08/02/2024	Arrêté municipal div 4/2024 portant acte de création d'une régie de recettes pour la vente de droits d'entrée et de droits de place pour les manifestations culturelles	
08/02/2024	Arrêté municipal div 5/2024 portant acte de nomination du régisseur titulaire et du mandataire suppléant	

NE DONNE PAS LIEU A VOTE